

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-C04

DU 23 MARS 2022

DIVERSES MESURES RÉGIONALES DANS LE CADRE DE LA CRISE DU COVID-19

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le régime d'Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – Covid-19 relatif au régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises du 20 avril 2020 modifié ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;

VU la délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 - la politique régionale en faveur de la santé en Île-de-France – 5ème affectation pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-046 du 24 septembre 2020 relatif à la prorogation des dispositifs liés à la crise Covid-19 ;

VU la délibération n° CP 2020-C28 du 15 octobre 2020 – Diverses mesures régionales dans le cadre de la crise du Covid-19 ;

VU la délibération n° CR 2021-C01 modifiée du 4 février 2021 – Mesure en matière de lutte contre la Covid – Soutien aux services de soins critiques de la Région Île-de-France par la création de lits de réanimation modulaires pour les hôpitaux franciliens.

VU la délibération n° CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 – La politique régionale en faveur de la santé - dépenses relatives à la crise du covid-19 ;

VU la délibération n° CP 2021-C11 du 1er avril 2021 relative à la politique régionale en faveur de la santé et des solidarités en Île-de-France - dépenses relatives à la crise du covid-19 ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

VU l'avis de la commission de la santé ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2022-C04 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Affectation d'une opération directe – Marché de mise à disposition de professionnels de santé pour conduire des actions régionales en réponse à la crise sanitaire

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41 001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » Action 141 001 13 « Région solidaire - Covid 19 », au titre du budget 2022.

Article 2 : Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19.

Décide de participer au titre du dispositif « Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 » au financement de **4** projets détaillés en annexe 1 de la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **80 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2020-C28 du 15 octobre 2020, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **80 000 €** aux bénéficiaires visés en annexe 1, au titre du dispositif « Attribution de subventions aux collectivités franciliennes et établissements d'enseignement supérieur désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 » adopté par délibération n° CP 2020-408 du 23 septembre 2020 relevant du chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire – Covid 19 » du budget 2022.

Article 3 : Attribution de subventions aux communes franciliennes mobilisées dans la campagne de vaccination contre la Covid19.

Décide de participer au titre du dispositif « Attributions de subventions aux communes et à leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19 » au financement d'un projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **10 000 €**.

Subordonne le versement de la subventions à l'envoi de notification.

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** au bénéficiaire visé en annexe 2 au titre du dispositif « Attributions de subventions aux communes et à leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la Covid19 » adopté par délibération n° CP 2021-C02 du 21 janvier 2021 en fonctionnement sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire - Covid 19 » du budget 2022.

Article 4 : Attribution d'une subvention au titre du dispositif de soutien aux services de réanimation hospitalier francilien.

Décide de participer, au titre du dispositif ' Soutien à la réanimation éphémère des hôpitaux franciliens ' adopté par délibération n°CR 2021-C01 du 4 février 2021, au financement d'un projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant

maximum de **11 581,80 €**.

Subordonne le versement de cette subvention inférieure à 23 000 € à l'envoi d'une notification

Affecte une autorisation de programme de **11 581,80 €**, disponible sur le chapitre 904 ' Développement social et santé ', code fonctionnel 41 ' Santé ', programme HP 41-002 ' Renforcement de l'offre de soins ', action 141002 05 ' Plan d'urgence santé - Covid 19 ' au titre du budget 2022

Article 5 : Subvention spécifique en fonctionnement pour la Protection Civile

Décide de participer, au titre d'un dispositif spécifique, au soutien à la Protection Civile par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **78 000 €** pour le financement du projet détaillé en annexe 4 de la présente délibération.

Approuve la convention spécifique à passer avec la Protection Civile présentée en annexe 4 de la présente délibération. Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention précitée et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Accorde au bénéficiaire une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires au titre de la subvention qui lui est accordée par la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **78 000 €** disponible sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 01) « Prévention et éducation à la santé », action 141 001 13 « Région solidaire – Covid 19 », au titre du budget 2022.

Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 alinéa 3 et article 29 alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 2021-55 du 21 juillet 2021.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-Imc1142151-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - OPERATION DE SOUTIEN AU DEPISTAGE

DOSSIER N° EX062652 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE BONNEUIL-SUR-MARNE (94)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONNEUIL SUR MARNE
Adresse administrative : 7 RUE D ESTIENNE D ORVES
94380 BONNEUIL SUR MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Denis ÖZTORUN, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage sur le territoire de la commune.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Bonneuil-sur-Marne (94), souhaite proposer une offre de dépistage ouverte à tous ses habitants face à la reprise épidémique.

La commune va organiser une opération de dépistage du COVID-19 par PCR, tests antigéniques, tests salivaires avec et sans rendez-vous pour les personnes éligibles par la mise en place d'une box de dépistage de tests diagnostiques du Sars-CoV-2. Afin d'améliorer l'offre locale, comprenant également le dépistage des enfants de moins de 6 ans par tests salivaires.

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à disposition d'un mobilbox tout équipé avec personnel soignants	20 300,00	100,00%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	98,52%
Commune de Bonneuil-sur-Marne	300,00	1,48%
Total	20 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX062689 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - COMMUNE DE CHAMPS-SUR-MARNE (77)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPS SUR MARNE

Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
77427 CHAMPS SUR MARNE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame Maud TALLET, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage sur la commune.

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juin 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Champs-sur-Marne (77), souhaite proposer une offre de dépistage ouverte à tous ses habitants face à la reprise épidémique.

La subvention régionale permettra à la ville de pouvoir tester les 25.000 habitants en réalisant des tests de dépistage 6 jours par semaine à raison de 125 tests par jour durant 2 mois via l'unité mobile qui sera implantée sur le parvis de l'Hôtel-de-Ville.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2

mois.

Localisation géographique :

- CHAMPS-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation d'une mobilbox toute équipée avec personnel soignant	20 300,00	100,00%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (attribuée)	20 000,00	98,52%
Commune	300,00	1,48%
Total	20 300,00	100,00%

DOSSIER N° EX062755 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - VILLE DE SUCY EN BRIE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	23 760,00 € HT	84,18 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY-EN-BRIE
Adresse administrative : 2 AVENUE GEORGES POMPIDOU
94371 SUCY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour le dépistage.

Dates prévisionnelles : 1 décembre 2021 - 1 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune de Sucy-en-Brie (94) souhaite poursuivre son opération de dépistage initiée depuis novembre 2020.

Cette nouvelle opération permettra de proposer aux habitants un moyen de dépistage facilement accessible suite à la reprise épidémique.

La subvention régionale vise à participer aux frais de fonctionnement de l'unité de dépistage Covid19 notamment la mise à disposition de personnels de santé et de matériel médical.

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels médical et frais de fonctionnement	23 760,00	100,00%
Total	23 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	84,18%
Subvention Commune (attribuée)	3 760,00	15,82%
Total	23 760,00	100,00%

DOSSIER N° EX063312 - Aide aux collectivités et aux établissements d'enseignement supérieur pour dépistage COVID19 - MAIRIE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19 (n° 00001231)

Délibération Cadre : CP2020-408 modifiée du 23/09/2020

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et aux établissements de l'enseignement supérieur franciliens désireux de mettre en place des opérations de dépistage du Covid-19	20 300,00 € HT	98,52 %	20 000,00 €
	Montant total de la subvention		20 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Adresse administrative : 44 RUE DE LA MAIRIE
91220 BRÉTIGNY SUR ORGE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur NICOLAS MEARY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : créer un centre de dépistage sur la commune.

Dates prévisionnelles : 27 janvier 2022 - 1 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Urgence sanitaire

Description :

La commune souhaite offrir à sa population un centre de dépistage situé sur le parvis de la gare ferroviaire en centre ville et qui sera ouvert 6 jours par semaine. Les horaires d'accueil sont élargis pour recevoir un maximum de population sur les 2 mois de présence de ce site.

La subvention régionale permettra de prendre en charge les dépenses de fonctionnement du centre.

Localisation géographique :

- BRÉTIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Installation d'une box de dépistage (comprend matériel médical et personnel médical)	20 300,00	100,00%
Total	20 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	98,52%
Subvention Commune (attribuée)	300,00	1,48%
Total	20 300,00	100,00%

ANNEXE 2 - OPERATION DE SOUTIEN A LA VACCINATION

DOSSIER N° EX063256 - Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination - COMMUNE DE FRANCONVILLE-LA GARENNE (95)

Dispositif : Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement) (n° 00001235)

Délibération Cadre : CP2021-C02 du 21/01/2021

Imputation budgétaire : 934-41-65734-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Attribution de subventions aux collectivités et leurs groupements mobilisés dans la campagne de vaccination contre la COVID19 (fonctionnement)	21 775,00 € HT	45,92 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FRANCONVILLE

Adresse administrative : 11 RUE DE LA STATION
95130 FRANCONVILLE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur XAVIER MELKI, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : Aide aux communes, EPCI et établissements d'enseignement supérieur mobilisés pour la vaccination - COMMUNE DE FRANCONVILLE-LA GARENNE (95)

Dates prévisionnelles : 22 mars 2021 - 1 avril 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le règlement d'intervention permet la prise en charge à partir du 27 décembre 2020.

Description :

La commune de Franconville-la-Garenne (95) met en place une opération de vaccination contre la covid19 afin de dépister ses habitants.

La commune compte plus de 39.000 habitants et souhaite maintenir une offre importante de vaccination en assurant un accès à la vaccination pour tous. Le centre est ouvert 7 jours sur 7. Depuis le 31 janvier, le centre élargit ses créneaux d'ouverture du mardi au dimanche de 9h à 19h (18h les week end).

La subvention régionale permet la prise en charge des dépenses de fonctionnement liées à l'activité médicale du site.

Localisation géographique :

- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD**CPER :** Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement (comprend les achats d'équipements médicaux)	21 775,00	100,00%
Total	21 775,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région (sollicitée)	10 000,00	45,92%
Subvention Commune (attribuée)	11 775,00	54,08%
Total	21 775,00	100,00%

ANNEXE 3 - SOUTIEN AUX SERVICES DE REANIMATION

DOSSIER N° 22002763 - Soutien par la création de lits de réanimation modulaires pour les hôpitaux franciliens - CENTRE HOSPITALIER LÉON BINET PROVINS

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement) (n° 00001208)

Imputation budgétaire : 904-41-204181-141002-300

Action : 14100205- Plan d'urgence santé - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (investissement)	11 581,80 € HT	100,00 %	11 581,80 €
	Montant total de la subvention		11 581,80 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE HOSPITALIER LEON BINET PROVINS
Adresse administrative : ROUTE DE CHALAUTRE 77488 PROVINS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur CLAUDE HENRI TONNEAU, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : soutenir la création de lits de réanimation modulaires

Dates prévisionnelles : 4 février 2021 - 4 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Complément de subvention suite à erreur matérielle.

Description :

La Région a soutenu la structure pour la création de 4 lits modulaires et cela face à l'épidémie que traverse le pays mais également pour les crises qui pourraient survenir.

L'aide régionale permet à la structure de se doter de lits de soins continu et de renforcer ses capacités médicales humaines et techniques.

Localisation géographique :

- CC PROVINOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'équipements de réanimation	11 581,80	100,00%
Total	11 581,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	11 581,80	100,00%
Total	11 581,80	100,00%

ANNEXE 4 - SUBVENTION SPECIFIQUE EN FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CIVILE

DOSSIER N° 22002772 - COVID19 - Centre mobile de vaccination et dépistage mis en place à titre expérimental par la Protection civile en Seine-et-Marne (77)

Dispositif : Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement) (n° 00001207)

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300

Action : 14100113- Région solidaire - Covid 19

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mesures d'urgence sanitaire COVID 19 (fonctionnement)	78 000,00 € TTC	100,00 %	78 000,00 €
Montant total de la subvention			78 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNPC

Adresse administrative : 14 RUE SCANDICCI
93500 PANTIN

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur FRANCOIS-XAVIER VOLOT, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Objet du projet : COVID19 - Centre mobile de vaccination et dépistage mis en place à titre expérimental par la Protection civile en Seine-et-Marne (77).

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 1 juillet 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Afin de répondre à l'urgence de la situation sanitaire et permettre le déploiement des opérations de dépistage et vaccination, les dépenses doivent être prises en compte de manière anticipée.

Description :

Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, la Protection civile est mobilisée pour proposer aux Franciliens des actions de prévention.

L'association a ainsi souhaité mettre en place à titre expérimental un centre mobile Covid-19 pour aller à la rencontre des Franciliens en Seine-et-Marne. Une équipe constituée de secouristes et de professionnels de santé réalise du dépistage et de la vaccination pour les publics isolés et éloignés des dispositifs de santé.

Dans la continuité de son engagement depuis deux ans pour lutter contre l'épidémie de Covid-19 et protéger les Franciliens, la Région souhaite maintenir sa mobilisation et accompagner les démarches de solidarité et d'« aller vers ».

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Le bénéficiaire a une dérogation exceptionnelle au recrutement d'un ou plusieurs stagiaires.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement : Prise en charge de salaires et dépendences de toutes natures	78 000,00	100,00%
Total	78 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	78 000,00	100,00%
Total	78 000,00	100,00%

CONVENTION SPECIFIQUE N° 22002772

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
En vertu de la délibération N°CP2022-C04 du 23 mars 2022,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : FNPC
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 785388687 00044
Code APE : 85.59B
dont le siège social est situé au : Tour Essor – 14 rue Scandicci 93500 PANTIN
ayant pour représentant Monsieur François-Xavier VOLOT, Directeur général adjoint
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre d'un dispositif spécifique, pour un projet visant à déployer des opérations de dépistage.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 modifiée, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N°CP2022-C04 du 23 mars 2022, la Région Île-de-France a décidé de soutenir FNPC pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : COVID-19 – Centre mobile de vaccination et dépistage mis en place à titre expérimental par la Protection civile en Seine-et-Marne (77). (référence dossier n°22002772).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 78 000,00 €, soit un montant maximum de subvention de 78 000,00 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	78 000,00 €	100 %	78 000,00 €
Montant Total de la subvention			78 000,00 €

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le suivi et l'évaluation de la réalisation du projet, sur un plan quantitatif comme qualitatif seront réalisés selon les modalités suivantes : le bénéficiaire de la subvention s'engage à transmettre à la Région un bilan qualitatif et quantitatif du projet subventionné (description précise des actions menées, types de bénéficiaires, nombre de bénéficiaires directs et indirects...).

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pour ce faire, le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-

dessus. Ces justificatifs pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web faisant apparaître le logo de la Région, envoi des newsletters et emailings...).

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie, dans la limite de 40% de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état

récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,

- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2022 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 23 mars 2022.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N°CP2022-C04 du 23 mars 2022.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
FNPC
Monsieur François-Xavier VOLOT, Directeur général adjoint